



Investir dans les populations rurales

## **République du Burundi**

---

### **Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 23 octobre au 03 novembre 2017

Date du document: 06/11/2017

No. du Projet: 1100001469

No. du rapport: 4613-BI

Division Afrique orientale et australe  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	9
E. Aspects fiduciaires	11
F. Durabilité	12
G. Environnement et Changement climatique	13
H. Conclusion	13

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	15
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	19
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	23
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	25
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	29
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	33
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	35

## Sigles et acronymes

ACORD	Agency for Cooperation and Research in Development
AP	Association de pépiniéristes
AUM	Association des usagers de marais
AUP	Association d'usagers de pistes
BV	Bassin versant
CAPAD	Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement
CCDC	Comité communal de développement communautaire
CCL	Centre de collecte de lait
CDC	Comité de développement communautaire au niveau de la colline
CDFC	Centre de développement familial et communautaire
CEP	Champs école paysan
CEPE	Champ école paysan élevage
CF	Certificat foncier
CSC	Chaîne de solidarité communautaire
CSCB	Chaîne de solidarité communautaire bovine
CT	Comité technique
DPAE	Direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage
DRF	Demande de remboursement de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
FAE	Fossé antiérosif
FBU	Franc burundais (monnaie locale)
FENACOBUR	Fédération nationale des coopératives du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
GCS	Groupe de caution solidaire
GPC	Groupe pré-coopérative
GoV	Gouvernement
IFDC	Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole
IMF	Institution de microfinance
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
ONCCS	Office national de contrôle et de certification des semences
OPP-VA	Opérateur partenaire de proximité chargé de la valorisation
PAIFAR-B	Projet d'appui à l'inclusion financière rurale au Burundi
PAIVA-B	Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi
PAM	Programme alimentaire mondial
PRODEFI	Programme de développement des filières
PROPAO	Projet pour l'atteinte de l'objectif du millénaire pour le développement (OMD) 1c
PTBA	Programme de travail et budget annuels
REGIDESO	Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (au Burundi)
ROIH	Règlement d'ordre intérieur harmonisé
RMP	Revue à mi-parcours
RSE	Responsable de suivi-évaluation
SE	Suivi-évaluation
SEAD	Système de suivi-évaluation automatisé et décentralisé
SFC	Service foncier communal
SIG	Système d'information géographique
SOCOPA	Société de transformation, de conditionnement et de commercialisation des produits agricoles et d'élevage (branche économique de la CAPAD)
SRA	Système de riziculture amélioré
SRI	Système de riziculture intensif
SSE	Système de suivi évaluation
SYGRI (RIMS)	Système de gestion des résultats et de l'impact
UE	Union Européenne
UFCP	Unité de facilitation et de coordination du projet au niveau central
UFCR	Unité de facilitation et de coordination régionale



## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Le Gouvernement de la République du Burundi et le Fonds international de développement agricole (FIDA), ont signé le 14 mai 2009, un accord de don pour le financement du Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B), pour un montant de 9,3 millions DTS. En décembre 2015, le projet a bénéficié du FIDA, d'un financement additionnel de 14,25 millions DTS équivalent à 20 millions USD. La contribution du GoV pour les 2 financements est estimée à 6,18 millions USD et celle des bénéficiaires à 2,9 millions USD. Le don FIDA initial est entré en vigueur le 21 juillet 2009 et le financement additionnel le 14 décembre 2015. La date d'achèvement du projet fixée initialement au 30 septembre 2017 a été prolongée au 30 septembre 2018 et la clôture des dons au 31 mars 2019. La revue à mi-parcours a été réalisée en Novembre 2013. Le projet a également bénéficié d'un don de l'Union Européenne de 5,78 millions USD dans le cadre de la facilité alimentaire, soit 67% des fonds de réplcation prévus. Le cofinancement du PAM prévu à hauteur de 4,65 millions USD n'a été effectif qu'à hauteur de 1,54 million USD.
2. L'objectif global du PAIVA-B est le développement d'une agriculture familiale organisée, commerciale, rentable et durable permettant un accroissement des revenus des petits exploitants des provinces touchées. Les objectifs spécifiques sont: (i) d'appuyer les institutions publiques et privées, la société civile et les organisations des ruraux pauvres afin qu'elles deviennent parties prenantes d'un partenariat de qualité dans un processus de développement agricole durable sur des sites pilotes, transférables au niveau national; (ii) de renforcer les capacités des petits agriculteurs pauvres en matière de capacités humaines, physiques et techniques qui leur permettent de protéger leur capital productif, d'accroître leur production et d'augmenter leurs revenus d'une manière durable; et (iii) d'améliorer l'accès aux marchés afin que les organisations de producteurs tirent le meilleur profit de la valeur ajoutée de leurs productions.
3. La zone d'intervention du projet était initialement prévue dans six provinces par phases successives: Gitega et Karusi, dans un premier temps, Cibitoke et Kayanza dans un deuxième temps et Bubanza et Muramvya dans la dernière phase.
4. Le projet comprend trois (3) composantes: (i) Renforcement et protection du capital productif; (ii) Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures; et (iii) Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet.
5. Dans ce cadre, une mission conjointe FIDA /Gouvernement a eu lieu au Burundi du 23 octobre au 03 novembre 2017. La mission a pour objectif de passer en revue l'exécution technique et financière du projet, le degré de mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision, des missions d'appui et du Programme de travail et budget annuels (PTBA) 2017. Elle fera notamment le point sur: (i) l'exécution des activités durant la période sous-revue et apprécier les progrès réalisés; (ii) les priorités du PTBA et du plan de passation des marchés 2017; (iii) les approches du projet pour consolider la durabilité des résultats; (iv) la gestion financière et administrative, (v) le système de suivi-évaluation et les indicateurs désagrégés selon le genre et, (vi) le degré de mise en œuvre des recommandations des audits des comptes de l'exercice 2016.
6. A son arrivée à Bujumbura, la mission a tenu une première séance de travail avec l'équipe du projet pour la présentation des résultats des activités sous revue, en présence des représentants des partenaires. Elle a également rencontré les cadres du Centre International pour la Fertilité des Sols et

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: la mission était conduite par Monsieur Ghachem Kadari, Chargé de programme *ad intérim* FIDA au Burundi et était composée de Monsieur Isidore Toyi, Chargé d'appui au programme/Chef de mission, Monsieur Yves Minani, Consultant Agronome, Monsieur Hatem Chahed, Consultant en génie rural, Monsieur Harifidy Ramilison, Consultant Organisations paysannes, Monsieur John Harivero Ramamonjisoa, Consultant en gestion financière, et Monsieur Gilbert Hatungumukama, Consultant Elevage. La partie nationale était représentée par les Cadres des unités de facilitation et de Coordination Nationale et Régionales du projet, les Représentants des services décentralisés (DPAE) et les Représentants des prestataires ACORD, OPP-VA et CAPAD.

le Développement Agricole (IFDC), de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), et de l'Office National de Contrôle et de Certification des Semences (ONCCS).

7. Du 24 au 26 octobre 2017, la mission a visité la zone du projet particulièrement les communes des provinces de Kayanza (Rango et Muhanga), Karusi (Gitaramuka), Gitega (Bugendana) et Muramvya (Muramvya). Elle a rencontré les autorités locales, tenu des réunions avec les opérateurs partenaires (ACORD, OPP-VA, CAPAD), les structures décentralisées et les organisations paysannes (Organisations de producteurs, Associations des usagers des marais, Groupes de caution solidaire), et a recueilli leurs avis et suggestions. Les Gouverneurs de Province Kayanza et Karusi et un Conseiller des Gouverneurs des Provinces de Gitega et Muramvya se sont joints à la mission pour les visites de terrain.

8. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 2017 avec l'équipe du projet. Une réunion de restitution Co-présidée par le Chargé de programme *ad intérim*/FIDA au Burundi et le Secrétaire permanent du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, s'est tenue le 02 novembre 2017 au siège du Projet. La mission a attiré l'attention de l'équipe du projet sur les mesures à prendre pour accélérer le rythme des décaissements sur le Fonds additionnel. Le présent rapport retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet**

9. Prévu sur 10 ans en prenant en compte le financement additionnel, le PAIVA-B est dans sa huitième année de mise en œuvre. Dans l'ensemble, les fonds sur le don initial ont été décaissés à 100% et la performance du projet sur ce dernier est jugée "satisfaisante". Les objectifs quantitatifs ont atteint des taux de réalisation entre 60% et 100%. Par contre, le taux de décaissement de 28% sur le financement additionnel (dont la date d'achèvement est prévue pour le 30 septembre 2018), est en deçà des attentes et la performance sur ce financement est jugée "insatisfaisante". Les activités prévues sont encore en phase de démarrage dû au retard (près de 18 mois en raison de la crise sociopolitique de 2015), dans le versement du dépôt initial sur le compte du projet. De plus, le retrait de certaines entreprises durant la phase de début des travaux a eu des impacts considérables sur le démarrage des réalisations des ouvrages et des infrastructures dont les contrats ont été signés.

10. Au 30 septembre 2017, le cumul des réalisations physiques laisse apparaître que près de 110 739 ménages cibles ont bénéficié des services d'appui du projet soit 107% du prévu. Le projet a appuyé la mise en place et la fonctionnalité des 20 coopératives (95%) et 29 AUM (soit 85%). Toutefois, un travail important reste à faire en matière de structuration et de consolidation des capacités de ces organisations pour les inscrire dans la durabilité

11. En matière de renforcement et de protection du capital productif, sur 3 292 ha de marais prévus, 2163 ha ont été aménagés ou réhabilités, soit 66%. Sur 35 000 ha de bassins versants prévus, 18 270 ha (52%) ont été protégés contre l'érosion et sur 3 353 ha de reboisement sur les crêtes dénudées, 1 743 ha ont été réalisés (52%). Au niveau de cette composante, le programme doit améliorer le suivi des ouvrages hydroagricoles et des dispositifs antiérosifs et renforcer les capacités des AUM et des comités des bassins versants. Il faut également améliorer la synergie entre les intervenants, à travers le cadre de concertation et d'échanges au niveau provincial et communal en impliquant au maximum les structures décentralisées, les prestataires partenaires et l'administration locale.

12. En matière de sécurisation foncière, une avancée notable est enregistrée car les 7 bureaux fonciers prévus sont fonctionnels et 17 964 certificats fonciers sur 20 000 prévus ont été délivrés (90%). Dans la chaîne de solidarité communautaire bovine, les réalisations sont satisfaisantes avec 4358 bovins distribués sur 5 360 prévus, soit 81%.

13. Pour ce qui concerne l'amélioration de la productivité rizicole, les résultats obtenus au niveau des champs écoles riz sont jugés satisfaisants avec des rendements qui sont passés de 1 à 4 T/ha.

14. Pour la valorisation agricole, sur 21 coopératives prévues (axées autour des trois filières principales, riz, maïs et lait), 20 ont été structurées et formées. Le volume du stockage de riz paddy



dans les hangars est satisfaisant avec 204 tonnes en 2015, 431 tonnes en 2016 et ce grâce à l'augmentation des rendements et des crédits commerciaux. Sur les 7 Centres de Collectes du Lait prévus sur financement additionnel, 4 ont été déjà construits et leurs équipements sont en cours d'installation.

15. Le financement des producteurs et des coopératives à travers la FENACOBU est également en nette augmentation, notamment pour les crédits intrants et commerciaux octroyés à 7 coopératives rizicoles de 14 142 membres (dont 4 525 sont des femmes) et à 266 Groupes de Cautions Solidaires de 1596 membres (dont 958 sont des femmes). Le taux de remboursement noté est de 75% pour le crédit intrants, 100% pour le crédit commercial et 82% pour les GCS.

16. Le système de suivi évaluation en place permet le pilotage du projet et les données sont disponibles. Dans la gestion des savoirs, le projet a répliqué les bonnes pratiques acquises avec d'autres programmes. Toutefois, des efforts doivent être faits dans l'amélioration de l'analyse des données et la rédaction des rapports. Le travail de communication doit se poursuivre pour diffuser les informations et favoriser la synergie entre les partenaires du programme.

17. A date de la mission, le décaissement total (tous bailleurs confondus y compris le financement additionnel) est de 28,985 millions USD, sur un montant alloué de 53,305 millions USD soit 54,4%. Les décaissements par bailleur sont comme suit: 100% sur le don FIDA initial, 28% sur le don additionnel FIDA, 100% sur le don de l'Union Européenne, 33% sur la contribution du PAM, 17% sur la contrepartie du Gouvernement, 90% sur le don Canadien et 56% pour les bénéficiaires.

## C. Produits et effets

### Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

18. La composante comprend 2 sous composantes: (i) Aménagements du capital productif et sécurisation foncière, et (ii) Intensification de la production agricole.

#### ✓ Sous-composante 1.1: Aménagements du capital productif et sécurisation foncière

19. Cette sous composante comprend 3 volets: (i) Aménagement et réhabilitation des marais, (ii) Aménagement des bassins versants, et (iii) Sécurisation foncière.

20. **Aménagement et réhabilitation des marais.** Le projet a prévu l'aménagement et la réhabilitation de 3 292 ha de terres de marais. Sur le fonds initial, le projet a aménagé 1 724 ha et 439 ha sur le fonds additionnel, soit un total de 2 163 ha avec un taux de réalisation de 66%. La performance de la composante est jugée "modérément satisfaisante".

21. Les travaux réalisés sont dans l'ensemble de bonne qualité. Les travaux de planage sont en cours sur l'ensemble des sites aménagés. Des problèmes soulevés par les bénéficiaires sont: le débordement de l'eau sur les ouvrages de dérivation, les dégâts sur les canaux d'irrigation provoqués par les eaux sauvages provenant des versants. *La mission recommande: (i) d'effectuer une visite de tous les marais aménagés y compris ceux réceptionnés définitivement; (ii) d'élaborer une fiche de suivi des aménagements en relatant: (a) l'état physique des ouvrages et infrastructures, (b) l'état de la mise en valeur, (c) l'état de la gestion par l'AUM; (iii) d'élaborer un plan d'action à entreprendre par site visité pour remettre en état les ouvrages; et (iv) élaborer un calendrier de suivi de la mise en œuvre des actions retenues.*

22. En 2017, le projet a prévu la réalisation des travaux d'aménagement de 210 ha. Cet objectif ne sera pas atteint eu égard aux retards dans la remise des rapports des études techniques (études prévues en 4 mois, réalisées en 10,5 mois). Le projet a prévu l'achèvement des travaux sur 453 ha démarrés en 2016. Les travaux ont été réceptionnés avec des retards allant jusqu'à 7 mois, pour 5 mois de délais contractuels. Les retards constatés dénotent d'un manque dans le suivi et dans la gestion des contrats des bureaux d'études et des entreprises de travaux. *La mission recommande de faire un suivi régulier des contrats et de veiller au respect des délais contractuels.*

*De même, pour atteindre l'objectif initial de 3 292 ha, la mission recommande au projet, dans la limite des fonds disponibles, d'identifier de nouveaux sites de marais dans la zone d'intervention du projet.*

**23. Aménagement des bassins versants.** L'état d'avancement des activités relatives aux aménagements des bassins versants est satisfaisant. Sur les 35 000 ha prévus, le PAIVA-B a aménagé 18 270 ha dans les bassins versants (BV) ciblés par le projet, soit un taux de réalisation de 52%. Cet état constaté sur le terrain est à l'origine du déferlement des eaux sauvages sur les ouvrages à savoir: (i) certaines collines surplombant les marais visités n'ont pas bénéficié de travaux d'aménagement; (ii) les fossés antiérosifs (FAE) sur les anciennes installations sont peu visibles sur le terrain, ce qui dénote du manque d'entretien de ces ouvrages. *La mission recommande au projet de sensibiliser les comités de BV et les autorités communales sur les bienfaits de l'entretien des FAE, particulièrement sur la conservation des eaux et des sols et la création de terrasses progressives, et d'insister sur l'organisation régulière des campagnes d'entretien des FAE sur les parcelles privées et sur les terrains communaux de parcours.*

**24.** Le PAIVA-B a prévu la réalisation des études d'aménagement intégré dans 9 bassins versants dans deux provinces de Kayanza et Muramvya. L'exploitation des résultats de cette étude permettra à l'équipe du projet de planifier l'exécution des travaux d'aménagement prioritaires dans les BV. Les études sont en cours et enregistrent un grand retard. *La mission recommande au projet de prendre les mesures nécessaires pour que le bureau d'études transmette des rapports de qualité dans les meilleurs délais.*

**25.** Sur les 3 353 ha de reboisement sur les crêtes dénudées prévus, 1 743 ha ont été réalisés, soit 52%. Il est jugé modérément satisfaisant. Comme pour le traitement des versants, des collines dénudées surplombant les marais visités n'ont pas bénéficié de travaux de reboisement. Par ailleurs, les boisements visités sont de bonne qualité et bien entretenus dans le cadre des travaux communautaires, malgré certaines maladies qui affectent les arbres d'eucalyptus. Les pépinières installées par le projet sont toujours en activité sur les sites visités et continuent à produire les plants. *La mission recommande au PAIVA-B de poursuivre les travaux de reboisement sur les crêtes des collines surplombant les marais en priorité et d'appuyer les pépinières encore en activité pour diversifier leurs produits par la production de plants fruitiers greffés.*

**26. Sécurisation foncière.** Le PAIVA-B a appuyé la création de 7 bureaux fonciers dans les communes ciblées, soit 100% de l'objectif. Les services fonciers communaux (SFC) ont été équipés et sont opérationnels. Sur les 20 000 CF à produire, 17 964 ont été délivrés, soit un taux de réalisation de 90%. En 2017, 73 CF ont été utilisés pour l'obtention de crédits auprès des IMF d'un montant total de plus de 64 millions FBU. L'activité des SFC a été ralentie courant 2017 suite à l'adoption tardive de l'ordonnance ministérielle<sup>2</sup> et l'absence sur le marché local de certains équipements. *La mission recommande au PAIVA-B d'appuyer les SFC à promouvoir l'utilisation des CF pour accéder aux crédits en s'appuyant sur les expériences réussies des bénéficiaires et explorer la possibilité d'étendre les SFC sur de nouvelles communes.*

✓ Sous-composante 1.2: Intensification de la production agricole

**27.** Cette sous-composante comprend 5 volets: (i) Production des semences et plants, (ii) Amélioration de l'accès aux intrants, (iii) Renforcement de la Chaîne de solidarité communautaire (CSC) de bovins, (iv) Appui au petit élevage, et (iv) Champs écoles paysans (CEP).

**28. Production des semences et plants.** Sur 70 tonnes de semences de riz prévues pour l'exercice 2017, 57 tonnes ont été produites (soit 81%). Les producteurs de semences ont atteint un bon niveau d'appropriation de l'activité et ont constitué un fonds de roulement de 11,063 millions de FBU. La capacité de production et la qualité des semences produites sont telles que les groupements de producteurs de semences pourraient être agréés comme fournisseurs de semences, dans le prochain cadre de la politique de subvention de semences du Gouvernement. *La mission recommande au PAIVA-B d'élaborer une stratégie d'autonomisation des groupements de producteurs de semences de base et certifiées.* Il a été noté que les essais de semences adaptées aux climats

---

<sup>2</sup> Portant validation des formulaires utilisés par les SFC.

d'altitude n'ont pas donné de bons résultats. *La mission recommande au PAIVA-B et au PRODEFI de poursuivre ces essais avec l'implication de l'ISABU.*

29. Prévue dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, la diffusion des semences de maïs hybride et la livraison de 50 000 rejets de bananiers sont encore au stade de la passation de marché avec une prévision de livraison avant la fin de l'année 2017. La production de 24 000 plants fruitiers est en cours. Pour la campagne 2016-2017, 1,9 million de plants agroforestiers et fourragers sur une 2,08 millions prévus (soit 92%) ont été distribués. Les plantations réalisées ont concerné 612 ha sur 600 prévus dans ces localités (soit 102%). *La mission recommande d'inciter les communautés à la plantation d'arbres fruitiers au lieu de l'eucalyptus et l'utilisation de feuilles de bananiers en lieu et place des sachets en polyéthylène pour les pépinières et une large diffusion de cette substitution.*

30. **Amélioration de l'accès aux intrants** : Le niveau d'accès des producteurs aux semences certifiées est satisfaisant avec un taux d'utilisation supérieur à 90%. Le taux de recouvrement des crédits intrants pour l'engrais atteint 98% en 2017. Dans certains cas, le système d'approvisionnement est perturbé par des problèmes de paiement constatés au niveau de certaines coopératives défaillantes. *La mission recommande au projet d'appuyer les coopératives dans le cadre d'une négociation des conditions d'octroi de crédit afin d'éviter de manière définitive que les bonnes coopératives soient pénalisées par la défaillance des autres.*

31. **Renforcement de la Chaîne de solidarité communautaire de bovins**. Au 30 septembre 2017, sur 5 360 bovins prévus, 4 358 ont été distribués aux bénéficiaires directs, soit 81,3%. Au total, 6897 bénéficiaires dont 2 539 bénéficiaires de la CSC ont reçu des bovins. La CSCB a produit des effets sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'augmentation des revenus grâce à la production du lait et la fertilisation des cultures à l'aide du fumier. *Toutefois, sa mise en œuvre nécessite une amélioration de: (i) l'alimentation par intensification des cultures fourragères (Bana grass, Calliandra) et valorisation des résidus agricoles, (ii) la lutte prophylactique<sup>3</sup> à travers les services octroyés par les CCL, (iii) la commercialisation du lait par diversification des clients, des marchés et des produits.*

32. **Appui au petit élevage**. Au total, sur 4 000 caprins prévus, 3 792 ont été distribués (soit 95%) à 1 292 ménages bénéficiaires dont 394 dirigés par des femmes (10%). En raison de la vulnérabilité profonde des bénéficiaires, les effectifs des caprins ont diminué suite à des ventes illicites avant le remboursement des animaux. A ce jour, 2180 caprins sont dénombrés.

33. **Champs écoles paysans (CEP) vivriers**. 227 CEP vivriers sur les 281 CEP prévus ont été réalisés (soit 81%). Les 95 CEP vivriers prévus dans le PTBA 2017, incluant le riz<sup>4</sup>, ont été mis en place dans 10 communes localisées dans les 5 Provinces d'intervention du Projet (100%).

34. Les CEP riz ont démontré leur efficacité, avec un impact significatif sur l'augmentation du rendement qui est passé de 1T/ha à 4 T/ha. Le projet a enregistré un taux d'adoption des bonnes pratiques du système de riziculture intensif ou amélioré (SRI/SRA) de l'ordre de 70%. *Pour augmenter l'adoption du SRI strict, la mission recommande d'introduire la petite mécanisation.*

35. **Champs écoles paysans élevage (CEPE)**. A date de la mission, 91 CEPE sur 167 prévus ont été mis en place, soit 54,5%. Sur 5 010 membres, 2730 (54%) dont 1 638 femmes (60%)<sup>5</sup> ont été formés. Ces derniers ont constaté les bienfaits des concentrés<sup>6</sup> et des plants de *Calliandra* sur la production laitière et la croissance des bovins ainsi que de l'hygiène et de la prophylaxie sur la réduction de la mortalité. *La mission recommande: (i) l'utilisation par les CEPE du calendrier fourrager*

---

<sup>3</sup> Détéquage, vermifugation, vaccination.

<sup>4</sup> Les autres cultures vivrières sont: le haricot volubile, le maïs et la pomme de terre.

<sup>5</sup> L'encadrement de plus de femmes a été motivé par le fait que ce sont elle qui s'occupent principalement des activités d'élevage des bovins.

<sup>6</sup> Ces bénéficiaires ont pu réaliser des visites d'échanges et ont été formés sur la fabrication des blocs à lécher.

*tenant compte des cultures vivrières par zone agro-écologique pour bien valoriser les résidus de récolte et économiser le fourrage, et (ii) la création de 65 EMER<sup>7</sup> sur les 65 collines cibles du top-up.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier de nouveaux sites de marais dans la zone d'intervention du projet pour atteindre l'objectif de 3 292 ha dans la limite des fonds disponibles</li> </ul>	UFCP	31 décembre 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaborer des fiches de suivi des marais aménagés pour définir les actions à entreprendre sur chaque site.</li> </ul>	UFCP	31 janvier 2018
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire un suivi régulier des contrats des prestataires et des entreprises de travaux tout en veillant au respect des délais contractuels</li> </ul>	UFCP	Continue

## Composante 2: Valorisation de la production agricole

36. La composante comprend deux sous composantes: (i) Valorisation de la production agricole, (ii) Infrastructures rurales.

### ✓ Sous-composante 2.1: Valorisation de la production agricole

37. Cette sous composante comprend 4 volets: (i) Etude des marchés des produits agricoles et diagnostic des services financiers, (ii) Appui à l'amélioration de la qualité des produits agricoles et à l'accès aux marchés, (iii) Financement de la valorisation agricole, et (iv) Renforcement des capacités et apprentissage collectif.

38. **Etude des marchés des produits agricoles et diagnostic des produits et services financiers.** Cette étude a été réalisée en 2012 sur 10 cultures<sup>8</sup>. Les produits agricoles sont rentables et trouvent des débouchés sur le marché local. L'offre nationale inférieure à la demande intérieure entraîne cependant une hausse incessante des prix. *La mission recommande au PAIVA-B de continuer à concentrer les efforts sur l'augmentation des rendements et sur la transformation de produits et sous-produits de qualité, compétitifs sur le marché national et sous régional.*

39. **Appui à l'amélioration de la qualité des produits agricoles et à l'accès aux marchés.** Les appuis du projet portent sur le riz, le lait et le maïs. Sur 21 coopératives prévues, 20 (7 de riz, 6 de lait et 7 de maïs) ont été structurées et formées, soit 95%. Pour le riz, sur 25 hangars de stockage prévus<sup>9</sup>, 10<sup>10</sup> ont été construits, soit 40%. Sur 5 décortiqueuses améliorées prévues, 5 ont été installées, soit 100%. Une mini rizerie sur les 2 prévues sera installée à Muhanga en Province de Kayanza, car celle prévue à Buhiga en Province de Karusi sera mise en place par le PRODEFI.

40. L'évolution des volumes de produits stockés dans les hangars est satisfaisante (204 T en 2015, 431T en 2016 et 394 T en 2017). Elle est imputable à l'augmentation des rendements et du crédit commercial permettant aux coopératives d'acheter la production des exploitants à des prix supérieurs aux prix du marché. La capacité de certains hangars<sup>11</sup> est toujours sous-exploitée. *La mission recommande au PAIVA-B et à la CAPAD de continuer à appuyer les coopératives pour l'obtention de crédits commerciaux plus élevés en vue d'acheter des quantités plus importantes de produits à stocker et réaliser ainsi des bénéfices plus consistants.*

41. Quatre<sup>12</sup> des 7 coopératives rizicoles ont adhéré à la CAPAD et à la SOCOPA<sup>13</sup>, branche économique de la confédération. Ce type de partenariat est à même de garantir la durabilité des

<sup>7</sup> EMER: Exploitations Modèles Economiquement Rentables, c'est au sein de ces EMER que l'on pourra appliquer le suivi des comptes d'exploitations.

<sup>8</sup> Riz, lait, maïs, manioc, haricot, pomme de terre, banane, cultures maraichères, arachide, et soja.

<sup>9</sup> Dont 7 sur financement initial et 18 sur financement additionnel.

<sup>10</sup> Dont 9 sur financement initial et 1 sur financement additionnel.

<sup>11</sup> Ceux de Rango (21,5 T en 2017), de Mutaho (35 T en 2017 et 27,6 T en 2016).

<sup>12</sup> Coopérative rizicole de Bugenyuzi, Gitaramuka, Bugendana et Mutaho.

acquis du projet. *La mission recommande au Projet et à la CAPAD d'aider les coopératives à privilégier la vente de produits transformés pour rentabiliser les équipements de valorisation et un processus transparent basé sur des avis d'appel d'offres ouverts favorisant la concurrence.*

42. Pour le lait, sur 7 CCL prévus sur financement additionnel, 4 ont été déjà construits (57,1%) et leurs équipements sont en cours d'installation. Les autres infrastructures et équipements prévus<sup>14</sup> sur le même financement ne sont pas encore en place. Des fois, le projet érige des infrastructures et équipements sur des terrains des coopératives et non sur des terrains domaniaux. *Pour prévenir d'éventuels conflits, la mission recommande au PAIVA-B et aux autres projets financés par le FIDA de mener une réflexion sur cette problématique afin de proposer des solutions satisfaisantes et durables pour toutes les parties -coopératives et pouvoirs publics.* La mission ne trouve pas d'inconvénient à ce qu'une partie du coût du terrain de la coopérative équivalant à 10% de la valeur des infrastructures et équipements soit considérée comme une contribution par les projets.

43. Pour le maïs, 16 outils de stockage-séchage (hangars de stockage, aires de séchage ou cribs), prévus sur financement additionnel ne sont pas encore mis en place. L'expérience des cribs du PRODEFI-I à Muramvya n'a pas été concluante car les producteurs préfèrent apporter du maïs grain au lieu de faire égrener le maïs au niveau du crib. *La mission recommande toutefois au PAIVA-B de garder les cribs prévus, de former progressivement les producteurs sur leur utilité pour le séchage des épis de maïs suivant les normes et de construire des aires de séchage.*

44. Etant donné le manque d'entretien régulier et de réparation des pannes des équipements de valorisation, *la mission recommande au Projet, à la CAPAD et à l'OPP-VA d'aider les Coopératives à confier la maintenance et la réparation des équipements à des techniciens formés dont les coûts seraient supportés par 2 ou 3 coopératives.*

45. **Financement de la valorisation agricole.** Au 30 septembre 2017, un montant de 1 687 319 717 FBU sur 1 377 148 030 FBU prévus (soit 123%) a servi de crédits (intrants et commercial) à 7 coopératives rizicoles couvrant 21% des membres de 29 AUM. Sur 642 000 000 FBU prévus, 519 375 600 FBU (81%) ont servi de crédit à 266 GCS. Les taux de remboursement sont de 75% pour le crédit intrants, 100% pour le crédit commercial et 82% pour les GCS.

46. Pour améliorer ce volet, *la mission recommande au Projet de: (i) négocier avec la FENACOBU afin de considérer le taux de remboursement par coopérative et non par groupe de coopératives, par GCS et non par commune<sup>15</sup> lors de la prise de décision pour financement; (ii) maintenir les fonds de garantie jusqu'à fin 2018 en attendant le transfert de ce volet et de son actif au PAIFAR-B, (iii) payer les frais de gestion dans les nouvelles zones, (iv) prévoir au moins 6 mois de préparation des membres des nouvelles coopératives avant de leur octroyer le premier cycle du crédit intrants jugé à risque<sup>16</sup>.* La mission recommande également au responsable de ce volet d'établir la cartographie des coopératives déjà financées pour faciliter son transfert au PAIFAR-B.

47. *Pour améliorer l'appui aux GCS en faveur des jeunes et des femmes, la mission recommande une étude de classification de tous les GCS financés en fonction de leur taux de remboursement et leur produit pour identifier les produits rentables et ceux à risque.*

48. **Renforcement des capacités et apprentissage collectif.** Les activités prévues dans le PTBA 2017 pour ce volet concernant les formations de 5 CDC sur le ciblage, la planification, la gestion des infrastructures communautaires ont été réalisées à 100%. La mission note que ces activités entrent bien dans le cadre du désengagement, et *recommande au projet d'ajouter des modules ciblés, en se*

---

<sup>13</sup> Société de transformation, conditionnement et commercialisation de produits agricoles et de produits d'élevage.

<sup>14</sup> 10 centres de collecte de lait secondaires, le réseau de collecte motorisé (10 motos avec bacs isothermes), une unité de pasteurisation semi-industrielle du lait et 20 comptoirs de vente du lait.

<sup>15</sup> Cette recommandation éviterait de casser la dynamique des coopératives et GCS-vulnérables actifs dont le remboursement régulier occasionne l'augmentation des montants de crédits et chiffres d'affaires.

<sup>16</sup> Les délais de six mois servent pour la planification, la mission reconnaît que les crédits commerciaux peuvent être octroyés avant ces délais et que la FENACOBU peut octroyer exceptionnellement des crédits intrants aux coopératives dynamiques.

*basant sur les résultats du diagnostic structurel en cours, afin de s'assurer au maximum de couvrir les besoins de mise à niveau et de capacitation des acteurs d'encadrement permanents, des producteurs et des structures communautaires. La mission incite le projet à intensifier les visites-échanges inter-projets et entre producteurs sur les cas de réussite et les modèles performants.*

✓ Sous-composante 2.2 : Infrastructures rurales

49. Cette sous composante comprend 2 volets: (i) Réhabilitation des pistes rurales, et (ii) Infrastructures de stockage.

50. **Réhabilitation des pistes rurales.** L'état d'avancement des activités relatives à la réhabilitation des pistes rurales est satisfaisant. Le projet a prévu la réhabilitation de 125 km. Les travaux sont achevés sur 51 km sur financement initial, et en cours sur 70 km sur financement additionnel. Il est prévu que les travaux s'achèvent au mois de janvier 2018.

51. **Infrastructures de stockage.** Le projet a prévu la construction/réhabilitation de 25 hangars de stockage. Les travaux sont achevés sur 12 hangars dont 2 réhabilités. Les travaux sont en cours sur 5 hangars. Les travaux sont arrêtés et les contrats d'exécution des travaux sont résiliés sur 2 hangars, les appels d'offres pour la poursuite de ces travaux doivent être relancés. Les études sont en cours pour la construction d'un bâtiment pour une mini rizerie et 3 hangars de maïs. *La mission recommande au PAIVA-B de faire un suivi régulier des chantiers afin d'éviter tout retard dans l'exécution des travaux et d'approcher les équipes techniques du PRODEFI et du PROPA-O pour harmoniser les plans d'architecture pour les infrastructures: hangars riz restants, mini rizerie, hangars de stockage de maïs.*

52. Le projet a prévu la construction et l'équipement de 7 centres de collecte de lait (CCL) et 10 CCL secondaires. 2 CCL ont été exécutés par le PRODEFI. Pour les 5 CCL restants, les travaux sont achevés sur 4 sites et encours sur 1 site. L'attribution des marchés des travaux pour 8 CCL secondaires est en cours. Pour les 2 CCL secondaires identifiés restants, les sites ne sont pas alimentés par le courant électrique. *La mission recommande au PAIVA-B d'étudier la possibilité d'alimenter les CCL secondaires par de l'énergie photovoltaïque en attendant leur raccordement aux réseaux de la Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO).*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Harmoniser les plans d'architecture pour les infrastructures: hangars riz restants, mini rizerie, hangars de maïs</li> </ul>	UFCP	Immédiate
<ul style="list-style-type: none"> <li>Etudier la possibilité d'alimenter les CCL secondaires en attendant leur raccordement au réseau électrique de la REGIDESO</li> </ul>	UFCP	31 décembre 2017

### Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et Coordination du projet.

53. La composante comprend deux sous-composantes: (i) Structuration et développement communautaires, et (ii) Gestion et coordination du projet.

✓ Sous composante 3.1. Structuration et Développement communautaire

54. Cette sous-composante comprend 2 volets: (i) Structuration et développement communautaires, et (ii) Activités de promotion de la femme.

55. **Structuration et développement communautaire.** ACORD a facilité la mise en place et la formation des organisations des producteurs et d'autres structures communautaires: 121 CDC, 14 CCDC, 29 AUM, 14 AUP<sup>17</sup>, 121 Comités de bassins versants, 154 associations de pépiniéristes (AP). Les prévisions cumulées sont atteintes à 85% avec 29 AUM sur 34 mises en place et opérationnelles, mais le niveau de maturité varie d'une AUM à l'autre. L'essai sur la mise en place de brigades de

<sup>17</sup> CDC: Comité de développement communautaire au niveau de la colline, CCDC: comité communal de développement communautaire, AUM, association d'usagers de marais, AUP, association des usagers des pistes.

maintenance des marais n'ayant pas été concluant<sup>18</sup>, la mission recommande au projet: (i) d'uniformiser la formule de l'entretien manuel pour les travaux d'entretien des canaux pour toutes les AUM, et (ii) de procéder à une cartographie des 29 AUM appuyées par le PAIVA-B sur la base du diagnostic institutionnel de chacune d'elle dont les résultats seront inclus dans le plan d'appui à la pérennisation des acquis du Projet, en vue de renforcer leur maturité.

56. La mission a apprécié l'effectivité des liens AUM-Coopératives, les membres et dirigeants des coopératives étant majoritairement issus des AUM qui connaissent les problèmes des producteurs. Pour la consolidation de chaque filière appuyée, la mission recommande la mise en place: (i) d'une interprofession regroupant tous les acteurs de la chaîne de valeur d'une filière, et (ii) d'un cadre de concertation des acteurs du développement incluant les responsables au niveau communal et provincial.

57. La mission a noté que des formations des membres des groupements précoopératives (GPC) ont été organisées par les partenaires du projet (CAPAD), toutefois, il est apparu que des renforcements sont nécessaires, en particulier sur: la gouvernance, la planification et la gestion économique des activités, l'établissement et la maîtrise de plans d'affaires simplifiés, et l'élaboration et le pilotage de plans d'actions. La mission recommande au Projet et ces partenaires de programmer des sessions spéciales de renforcement de capacités en révisant les modules sur la gouvernance, et en élaborant des outils simplifiés de contrôle des comptes pour les comités de surveillance. L'adhésion des coopératives à des structures supra-communales comme CAPAD devrait être mise à profit pour mettre en place un système de veille participative sur les risques de «capture par les élites locales» des avantages des AUM/Coopératives et le projet doit aussi prévoir l'appui à la capacitation de ces structures faitières dans le cadre de la pérennisation de ses acquis, notamment en matière de structuration du milieu rural et du développement communautaire.

58. **Activités de promotion de la femme:** Au 30 septembre 2017, 15 200 personnes dont 70% de femmes ont été alphabétisées<sup>19</sup>. En outre, 3 195 foyers améliorés, 266 collecteurs des eaux de pluie, et 597 jardins potagers ont été installés. La structuration des GCS a permis à 1 596 membres (dont 958 femmes) de 266 GCS d'être financés à hauteur de 519 375 000 FBu.

59. Comme les actions de réduction de la pénibilité sont appréciées par la population, la mission recommande au PAIVA-B de les multiplier en faveur des personnes vulnérables, de poursuivre l'alphabétisation et de contribuer au cofinancement de la stratégie genre avec les autres projets FIDA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>Procéder à une cartographie des 29 AUM appuyées par le PAIVA-B sur la base du diagnostic institutionnel de chacune d'elle</li> </ul>	UFCP	30 novembre 2017
<ul style="list-style-type: none"> <li>Programmer des sessions spéciales de renforcement de capacités en révisant les modules sur la gouvernance, et en élaborant des outils simplifiés de contrôle des comptes pour les comités de surveillance</li> </ul>	UFCP	Continue

## D. État d'avancement de l'exécution du projet

60. **Performance.** L'exécution du projet par année est donnée ci-après:

(En Milliers USD)

Année	2009/2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Prévu	4 053	8 732	5 022	3 306	4 988	3 547	7 773
Réalisé	3 684	5 439	3 410	2 825	3 815	2 558	4 911
%	91%	62%	68%	85%	76%	72%	63%

<sup>18</sup> Aucune des AUM qui ont fait cet essai n'a pas pu collecter les fonds nécessaires pour le paiement des brigades, car ceci avait nécessité une forte revue à la hausse des frais d'entretien.

<sup>19</sup> Les documents du financement initial et du financement additionnel ne donnent pas l'effectif de personnes à alphabétiser mais uniquement le nombre de centres à ouvrir, raison pour laquelle il n'est pas mentionné de taux de réalisation.

61. Le projet a réalisé une performance satisfaisante au cours des cinq premières années avec des taux d'exécution entre 62% et 91%. Le taux moyen de 71% d'exécution budgétaire est jugé satisfaisant pour les 7 premières années du Projet.

62. **Performance.** Au 30 septembre 2017, le PTBA 2017 du Projet a été exécuté à 19%, soit 2,191 millions USD de réalisations contre 11,644 millions USD de prévisions. La performance est jugée "insatisfaisante". A date de la mission et si on inclut les engagements, le taux de réalisation du PTBA 2017 se situe à 54%. *La mission recommande au Projet de préparer un PTBA correspondant à sa capacité réelle et au contexte de mise en œuvre.*

63. **Coordination.** L'équipe de la coordination est en place. Au niveau des UFCR, le PAIVA-B et le PRODEFI disposent d'un personnel commun. Le Comité technique se réunit régulièrement et le projet organise une réunion hebdomadaire de coordination. Le manuel des procédures administratives, financières et comptables est en place. La version mise à jour a été validée par le comité technique en date du 3 mars 2017.

64. **Registre des immobilisations.** Le registre des immobilisations est en place et les inventaires sont mis à jour à la fin de chaque année. *Le transfert des actifs communautaires financés par le PAIVA-B aux bénéficiaires concernés doit se faire progressivement et se terminer avant la fin du Projet.*

65. **Contrôle interne.** Le système de contrôle interne pour l'ensemble des projets et programmes sur financement FIDA est en place et permet de suivre les activités prévues. Les rapports sont disponibles.

66. **Système de suivi-évaluation (SSE).** Il est en place et opérationnel. Le PTBA est élaboré de manière participative et ascendante. Des visites de terrain sont périodiquement organisées. Dans le cadre de la gestion axée sur les résultats, les prestations des partenaires d'exécution font l'objet d'évaluation avant chaque paiement ou renouvellement de contrat. A l'exception des centres de développement familial et communautaire (CDFC) dont les rapports sont transmis avec retard, les autres partenaires ont travaillé à la satisfaction du projet. Dans le cadre de désengagement du projet, des ateliers pour l'élaboration participative de la stratégie de pérennisation ont été organisés dans les provinces de la zone d'intervention.

67. Un SEAD a été initié et développé depuis Septembre 2016 dans le cadre de l'approche programme pays. Il permet de faire la saisie des données au niveau décentralisé et l'élaboration des tableaux de bord. L'intégration du système d'information géographique (SIG), permettant de produire des cartes, n'est pas encore terminée. Un manuel de suivi-évaluation pour tous les projets/programmes est en cours de finalisation. *Afin de rendre pleinement opérationnel le SEAD, il est recommandé de finaliser l'intégration du SIG au SEAD en concertation avec les autres projets, et de compléter le paramétrage du logiciel en tenant compte des nouveaux indicateurs RIMS.*

68. **Reporting.** Les rapports périodiques sont élaborés, transmis dans les délais et partagés avec les principales parties prenantes. La transmission des rapports contractuels (semestriel et annuel) au Gouvernement et au FIDA se fait après examen et adoption par le comité technique.

69. **Ciblage et genre.** Le ciblage des bénéficiaires est confié à l'ONG ACORD. Il se fait de manière participative et est bien maîtrisé. Le rapport du projet présente les principales données désagrégées par sexe. Les femmes représentent entre 30 et 50% des bénéficiaires du projet. Dans 73% des appuis, la représentativité des femmes est supérieure ou égale à 40%. Le pourcentage le plus élevé s'observe pour les activités d'alphabétisation et de GCS. Une stratégie genre pour tout le portefeuille sera élaborée avant la fin de l'année 2017.

70. **Renforcement des capacités des acteurs locaux.** Les activités réalisées concernent les formations et le recyclage: (i) des comités des associations d'usagers de marais, (ii) des comités des associations d'usagers de pistes, (iii) des producteurs de semences de riz, (iv) des agents communautaires de santé animale et des moniteurs agricoles, (v) des techniciens et des représentants de l'administration communale, (vi) du personnel des services fonciers communaux,



(vii) des comités de groupements pré-coopératifs, et (viii) du personnel des partenaires impliqué dans la collecte et la saisie des données dans le système de suivi-évaluation automatisé et décentralisé (SEAD).

71. **Gestion des savoirs:** la gestion des savoirs comporte deux axes principaux: (i) la visibilité et la communication pour les activités du projet, et (ii) la documentation des innovations et bonnes pratiques. Les actions de communication réalisées en 2017 visent à informer et à montrer l'impact des réalisations du projet suivant la stratégie de communication des projets/programmes appuyés par le FIDA au Burundi et le plan de communication 2017. Les activités prévues ont été réalisées conformément au plan. Il s'agit principalement de: (i) la communication via les médias locaux, (ii) la production des supports de communication, (iii) et la communication via les réseaux sociaux (l'alimentation régulière du site web du programme FIDA, de la page Facebook et la création d'un compte twitter du programme FIDA au Burundi). Les nouvelles introductions technologiques et organisationnelles ainsi que les leçons apprises sont décrites dans le rapport. Au cours de cette année, un accent particulier a été mis sur l'installation de champs écoles paysans et l'adoption d'une nouvelle approche de structuration des coopératives, à partir de petits groupements de producteurs au niveau du marais/colline jusqu'au niveau communal.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
• Préparer un PTBA adapté aux capacités d'exécution du projet	UFCP	Décembre 2017
• Suivi systématique des contributions des bénéficiaires	UFCP	Continue
• Transfert des actifs communautaires aux bénéficiaires	UFCP	Continue
• Finaliser l'intégration du SIG au SEAD et compléter le paramétrage du logiciel en tenant compte des nouveaux indicateurs RIMS	UFCP	31 décembre 2017

## E. Aspects fiduciaires

72. **Gestion financière.** La gestion financière est satisfaisante. Les outils de contrôle interne et de «reporting» sont en place. Le logiciel TOM2PRO permet au projet de faire un suivi comptable et financier des activités. La comptabilité du Projet est à jour et les sources de financement sont bien identifiées.

73. **Passation des marchés.** Le registre des contrats et la fiche de suivi des contrats et des conventions sont disponibles. Les procédures en place permettent la mise en œuvre des activités du Projet au niveau régional et au niveau national et les rôles et responsabilités de chaque entité sont bien clarifiés. Le volume des engagements en cours étant très important, le suivi de ces engagements devrait être effectif et minutieux notamment dans le respect de la planification et des délais d'exécution. Le tableau de bord à mettre en place devrait inclure à la fois le suivi des respects des obligations contractuelles de chaque prestataire et le suivi financier comprenant des mises à jour mensuelles et des actions correctrices immédiates en cas d'écart par rapport à la planification.

74. **Décaissements par bailleur.** Au 30 septembre 2017, les décaissements par bailleur, sont comme suit: 100% sur le don initial FIDA; 28% sur le don additionnel FIDA; 100% sur le don UE; 33% sur le don PAM, 17% pour le Gouvernement, et 56% pour les Bénéficiaires.

75. Au 30 septembre 2017, les décaissements par bailleur, sont comme suit: 100% sur le don initial FIDA; 28% sur le don additionnel FIDA; 100% sur le don UE; 33% sur le don PAM, 17% pour le Gouvernement, et 56% pour les Bénéficiaires.

76. **Décaissements par catégories pour le Don initial du FIDA (G-I-DSF-8031).** Le montant décaissé au 30 septembre 2017 est 9,298 millions de DTS (équivalent à 13,857 millions USD), soit près de 100%.

77. **Décaissements sur le Don additionnel du FIDA (200000125700).** Au 30 septembre 2017, le montant décaissé est de 4,062 millions de DTS (équivalent à 5,632 millions USD), soit 28%. Les

décaissements par composante et par catégorie sont donnés en annexe du rapport. Ce taux est jugé insatisfaisant.

78. **Compte désigné.** Au 30 septembre 2017, le tableau de reconstitution du compte désigné se présente comme suit:

Rubrique	Montant en USD
Avance initiale	2 000 000
Solde du compte désigné n° 3302/214	862 207,17
Solde des comptes d'opérations	167 337,96
DRF en cours de paiement	0
DRF en cours de préparation (*)	958 874,37
<b>Total de l'avance justifiée</b>	<b>1 988 419,95</b>
<b>Ecart</b>	<b>11 580,05</b>

79. L'écart de 11 580,05 USD est expliqué par la perte de change sur la dernière DRF (n°46) / Don FIDA initial. Ce montant a été retenu par le FIDA sur cette DRF. Le projet devrait soit demander de nouveau ce montant considéré comme éligible dans une des prochaines DRF, soit le soustraire du montant du dépôt initial.

80. **DRF.** Le Projet a envoyé 63 DRF comprenant deux demandes d'augmentation du dépôt initial, 23 demandes de paiements directs et 38 demandes de remboursement. Le rythme d'envoi des DRF par le projet est régulier. Le délai moyen de paiement DRF par le FIDA est de 23 jours.

81. **Contribution du GoV.** Elle s'élève à 1,070 million USD et 17% de la prévision les deux financements (6,240 millions USD). Au cours de la mise en œuvre du don initial, la contribution du GoV de 742 000 USD représente 21% des prévisions (3,455 millions USD). Sur le don additionnel, la contribution du Gov de 328 000 USD représente 12% des prévisions (2,785 million USD). Le GoV a pris en charge le loyer des bureaux, le remboursement de la TVA, les exonérations de droit de douanes et, depuis 2017, les exemptions de TVA. La contribution reçue jusqu'à présent permet aux Projet de réaliser correctement les activités.

82. **Contribution des bénéficiaires.** Elle se chiffre à 1,638 million USD et représente 56% des prévisions (2,914 millions USD). Aucune contribution des bénéficiaires n'a été comptabilisée au titre du financement additionnel en 2017. *La mission réitère la recommandation relative au suivi effectif et à la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires conformément aux procédures en vigueur.*

83. **Respect de l'accord de Financement FIDA.** Les dispositions prévues par les accords de financement du PAIVA-B ont été respectées.

84. **Etats certifiés de dépenses (ECD).** La mission a passé en revue par échantillonnage les états certifiés des dépenses présentées dans les DRF N°15 et N°18 du Don FIDA. Aucune anomalie n'a été relevée.

85. **Audit.** Le rapport d'audit pour l'exercice des comptes de 2016 a été livré dans les délais requis. L'opinion de l'auditeur est une opinion sans réserve. L'état de suivi des quatre recommandations de contrôle interne de l'auditeur sont données en annexe du rapport de supervision. Leur mise en œuvre est en cours.

## F. Durabilité

86. Avec la maîtrise progressive du système de riziculture intensif ou amélioré (SRI/SRA), le fonctionnement du crédit intrants et le renforcement des AUM et des GPC, les bases d'un développement durable le long des chaînes de valeur comme le riz et le lait commencent à se mettre en place. Les groupements de producteurs de semences et les groupements de pépiniéristes encadrés par le projet ont atteint un bon niveau d'appropriation et de maturité pouvant conduire à une autonomisation. L'adhésion des coopératives à la CAPAD constitue une autre voie de pérennisation

des acquis du projet. Avec un minimum d'encadrement assuré par les services techniques déconcentrés ou la CAPAD et l'OPP-VA, ces groupements et coopératives ont la capacité de poursuivre leurs activités. Toutefois, des faiblesses sont notées au niveau de la capacité technique de gestion de certains organes qui peuvent à terme conduire à l'affaiblissement voire la dissolution de ces organisations. Il est nécessaire de finaliser, de partager et de mettre en œuvre la *stratégie de désengagement pour pérenniser les acquis du projet*.

## G. Environnement et changement climatique

87. Dès sa mise en œuvre, le PAIVA-B a pris en compte les enjeux environnementaux et climatiques en adoptant des pratiques innovantes garantissant une gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'une agriculture durable avec: l'aménagement des marais pour une meilleure gestion de l'eau, le traitement des bassins versants par les fossés antiérosifs pour une meilleure conservation des eaux et des sols, le reboisement des crêtes dénudées pour une restauration des sols et la production de la biomasse, le SRI dans les marais aménagés pour une meilleure maîtrise de l'eau et une augmentation significative des rendements, l'utilisation de la fumure organique issue des élevages bovins pour une amélioration de la fertilité des sols et la production agricole. *La mission recommande au PAIVA-B d'évaluer la faisabilité et la pertinence de la promotion du biogaz au niveau des exploitations de bénéficiaires de bovins. La mission recommande aussi au Projet: (i) d'accélérer les distributions des plants fruitiers et semences de maïs hybride, et (ii) de poursuivre la recherche des variétés de riz à cycle court et résistantes au froid et adaptées aux zones d'altitude.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluer la faisabilité et la pertinence de la promotion du biogaz au niveau des exploitations de bénéficiaires de bovins</li> </ul>	UFCP/RIA	30 avril 2018
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accélérer les distributions des plants fruitiers et semences de maïs hybrides</li> </ul>	RPA	Continue

## H. Conclusion

88. Pour améliorer la performance du projet, la planification des activités doit être revue, le plan de passation des marchés doit être adapté à la capacité réelle de gestion par l'équipe du projet, de mise en œuvre par les prestataires et aux contraintes du terrain en tenant compte des lenteurs dans les procédures. De même l'équipe du projet doit mettre en place un plan de suivi des bureaux d'études et entreprises de travaux sur le terrain, en coordination avec les services techniques déconcentrés.

89. Compte tenu du retard (près de 18 mois) dans le versement du dépôt initial pour le financement additionnel et du solde important (72%) encore disponible, il a été retenu que la date d'achèvement des activités du projet initialement fixée au 30 septembre 2018 devrait être prolongée au 31 mars 2020 et la clôture du don au 30 septembre 2020. Une requête sera adressée en ce sens au FIDA par le Gouvernement.



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### Basic Facts

Country	Burundi	Project ID	1469 [1100001469]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	1000003378, 1000003583
Project	Agricultural Intensification and Value-enhancing Support Project			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000001257
Date of Update	03-Nov-2017				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	7	No. of Implementation Support/Follow-up missions	1		
Last Supervision	03-Nov-2017	Last Implementation Support/Follow-up mission	28-Jun-2016		

				USD million Disb. rate %		
Approval	30-Apr-2009			Total financing	55.89	
Agreement	14-May-2009	Effectiveness lag	2.7	IFAD Total	33.58	
Entry into force	21-Jul-2009	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	17-Dec-2009			DSF grant	33.58	56
MTR	22-Nov-2013	Last amendment	14.12.2015	IFAD grant		
Original completion	30-Sep-2017	Last audit	29.06.2017	ASAP grant	0.00	0
Current completion	30-Sep-2018			Domestic Total	9.15	
Current closing	31-Mar-2019			Beneficiaries	1.40	110
No. of extensions	1			National Govern	3.45	21
				Benefic add	1.51	6
				National Govern	2.79	20
				External Cofinancing Total	13.16	
				European Union	6.00	100
				TBD	2.50	5
				WFP	4.66	33

### Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	4	4	1. Quality of project management	5	4
2. Acceptable disbursement rate	3	2	2. Performance of M&E	5	4
3. Counterpart funds	4	3	3. Coherence between AWPB & implementation	4	3
4. Compliance with financing covenants	4	4	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	4	4	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	5	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	5	5
			8. Climate and environment focus	4	4

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Strengthen and protect of productive capitl	5	4	1. Institution building (organizations, etc.)	4	4
2. Support to ag. production and infrast. Develop.	4	4	2. Empowerment	4	4
			3. Quality of beneficiary participation	5	4
			4. Responsiveness of service providers	5	4
			5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
			6. Potential for scaling up and replication	5	5

#### B.5 Justification of ratings

B1.1.Gestion financière satisfaisante, comptabilité à jour et DRF établies de manière périodique.B.1.2.Taux d'exécution du financement additionnel de 28% est insatisfaisant.B.1.3. Fonds de contrepartie exécutés à 17% des prévisions en raison des retards dans les activités du projet.B.1.4.Les clauses de l'accord de financement respectées.B.1.5.Passation des marchés conforme aux procédures mais retards importants dans l'exécution des contrats.B.1.6.Rapports d'audit conforme aux normes du FIDA et soumis dans les délais. B.2.1.Planification et suivi sur le terrain nécessitent des améliorations.B.2.2.Nécessité d'intégrer l'application SIG au logiciel de SEAD et qualité du rapport d'étape pas satisfaisante.B.2.3. Le PTBA 2017 n'est pas ni réaliste ni conforme au rythme d'exécution. Il est exécuté à 54% avec engagements.B.2.4. Forte participation et représentativité des femmes et des jeunes parmi les bénéficiaires.B.2.5. Contribution appréciable des activités du projet à la réduction de la pauvreté.B.2.6.Ciblage conforme, bien maîtrisé et mis en œuvre de manière participative.B.2.7.Promotion du SRI et diffusion de bonnes pratiques issues des CEP vivriers et d'élevage.B.2.8.Les enjeux environnementaux et climatiques pris en compte par une meilleure maîtrise de l'eau dans les marais aménagés et la protection des bassins versants.

### Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	5	5
C.2 Food security	5	5
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	4	4
C.4 Overall <b>implementation progress</b> (Sections B1 and B2)	4	4

#### Rationale for implementation progress rating

Gestion financière est transparente. La revue des ECD n'a pas révélé d'anomalies. Les clauses de l'accord de financement sont respectées. Au 30 septembre 2017, le taux de décaissement (tous bailleurs confondus y compris le financement additionnel) est de 54,4%. Les décaissements par bailleur sont: 100% sur le don FIDA initial, 28% sur le don additionnel FIDA, 100% sur le don de l'Union Européenne, 33% sur la contribution du PAM, 17% sur la contrepartie du Gouvernement, 90% sur le don Canadien et 56% pour les bénéficiaires. Le montant décaissé sur le fonds additionnel au 30.09.2017 est de 4,062 millions de DTS (équivalent à 5,632 millions USD), soit 28%, ce taux est jugé insatisfaisant. La coordination du projet est insatisfaisante en rapport avec le décaissement actuel. Au 30 septembre 2017, le PTBA 2017 du Projet a été exécuté à 19%, soit 2,191 millions USD de réalisations contre 11,644 millions USD de prévisions. A date de la mission et si on inclut les engagements, le taux de réalisation du PTBA 2017 se situe à 54%. A ce niveau la performance en 2017 est jugée "insatisfaisante". Le SSE est satisfaisant. L'approche ciblage est efficace. Le projet cible les catégories les plus pauvres ainsi que les femmes et a innové au travers de la promotion des crédits intrants et commerciaux ainsi que la mise en place d'un mécanisme de semences améliorées. Les FAE et l'aménagement des marais contribuent à compenser les effets négatifs du CC en limitant les inondations. Les bases d'un développement durable commencent à se mettre en place, mais des faiblesses au niveau de la capacité technique et la gouvernance de certains organes des Associations et Coopératives sont notées. Une autonomisation à partir de formations techniques spécifiques et une stratégie de désengagement progressif sont des conditions importantes de la durabilité des acquis du projet.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	4	
--	---	--

#### Rationale for development objectives rating

La mise en œuvre du projet est modérément satisfaisante. Le taux d'exécution du PTBA 2017 est de 19% et n'atteint que 54% si on inclut les engagements, illustrant le manque de planification et de suivi et corrélativement les retards enregistrés au niveau de la finalisation de certaines activités dont les infrastructures structurantes. Le rattrapage de ces retards est en cours mais requiert la vigilance de la Coordination du projet.

#### C.6 Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Il n'y a pas de risque fiduciaire majeur comme les procédures sont en place et bien appliquées. Le risque élevé de non consommation des fonds à la clôture du Projet existe par rapport au taux de décaissement actuel sur le Don additionnel. Cette situation requiert une bonne planification des activités, un suivi effectif et minutieux des engagements pour s'assurer du respect des délais d'exécution.
Project implementation progress	La mise en œuvre du projet est satisfaisante. Les taux d'exécution budgétaire sont négativement influencés par les faibles taux d'exécution enregistrés par les activités qui émargent sur le financement additionnel dont le processus d'approbation et de mobilisation ont connu des retards par rapport au calendrier initial. Le projet est capable de récupérer ces retards.
Outputs and outcomes	Grâce à l'utilisation du fumier et des crédits intrants pour l'achat de semences améliorées, des engrais et intrants d'élevage, les bénéficiaires augmentent leur production agricole (riz, banane, haricot, cultures maraichères, etc.) et laitière. Ils améliorent ainsi leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et augmentent leurs revenus. Des efforts sont nécessaires pour assurer l'entretien régulier de ces

	infrastructures et équipements, prévoir une dotation aux amortissements et diversifier les produits et sous-produits ainsi que les marchés.
Sustainability	Les changements fréquents au niveau des instances des structures locales (CDC, élus collinaires, cadres provinciaux des services techniques) peuvent constituer un risque en ce qui concerne la durabilité des acquis du projet.

### Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Suivi des aménagements hydroagricoles	-Faire un suivi régulier des aménagements -Poursuivre l'identification des nouveaux sites de marais aménageables jusqu'à atteinte de l'objectif du projet	Continu 31/12/2017	
Autonomisation des organisations paysannes	-Finaliser les diagnostics structurels de toutes les Associations, Coopératives, Groupements de producteurs de semences, élaborer les plans d'actions pour l'autonomisation de ces structures ainsi qu'une stratégie de désengagement progressif du projet qui est à souligner fortement dans la stratégie de sortie.		
Stratégie de désengagement	-Compléter et améliorer la stratégie de désengagement, selon une approche participative incluant les DPAA, les partenaires et acteurs de mise en œuvre tant au niveau central qu'au niveau décentralisé (ACORD, CAPAD, OPP, ISABU, ONCCS, ...)		

### Additional observations

B.3.1.Retards dans la mise en œuvre des aménagements et risque de ne pas atteindre l'objectif initial.B.3.2.Infrastructures & équipements de valorisation en place et structuration des producteurs en coopératives en bonne voie.B.4.1.Des associations et coopératives de bonne à moyenne performance émergent. Le projet doit répliquer les bons modèles pour les autres Communes où elles sont à créer et renforcer l'autonomisation des structures mises en place.B.4.2.Il y a une bonne appropriation du développement en général par les bénéficiaires mais ils ont encore besoin de renforcement en matière de gestion, de planification et de gouvernance.B.4.3.On observe une forte participation des bénéficiaires dans pratiquement toutes les activités du projet : Marais, CEP vivrier et élevage, Coopératives rizicoles et laitières, reboisement. B.4.4.L'encadrement et les appuis des partenaires et prestataires de services du projet (ACORD, CAPAD, OPP, ISABU, ONCCS) aux bénéficiaires sont palpables avec des résultats satisfaisants.B.4.5.La stratégie de sortie du Projet n'est pas encore effective et reste à améliorer.B.4.6.Bon potentiel de réplication de bonnes pratiques (SRI, embocagement, CEP vivriers et élevage, etc.)





## Appendice 2: Cadre logique actualisé au 30 octobre 2017: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Unité	Cible du projet	Réalisations	%
Outreach	Personnes ayant bénéficié des services du projet	nombre	232441	332192	142,9
		nombre	232441	306545	131,9
	Ménages ayant bénéficié des services du projet	nombre	103307	110739	107,2
	Groupes ayant bénéficié des services du projet	nombre	1076	3063	284,7
	Réduction du taux d'insécurité alimentaire dans les zones concernées par le projet	%	65%	0	0,0
	Percentage of households suffering from first hungry season	%		26,60%	26,60%
	Percentage of households suffering from second hungry season	%		7,4	7,4
	Enfants en malnutrition: taille par âge (boys/girls)	%		34,9	34,9
	Enfants en malnutrition: poids par âge (boys/girls)	%		18,4	18,4
	Enfants en malnutrition: poids par taille (boys/girls)	%		3,9	3,9
	Augmentation du revenu moyen des chefs de famille dans les sites du projet	%	30%	109,5	109,5
	Nombre d'emplois nouveaux créés		14231	10013	70,4
	Femmes	nombre	3558	2503	70,4
	Jeunes	nombre	3558	2503	70,4
<b>DO:</b> <b>La capacité de production et commercialisation des produits des filières Riz et Lait sont renforcées</b>	Augmentation de la Production de Riz en t/an	tonnes/an	10 000	7707	77,1
	Litres additionnelles de lait produites par an	litres	2 000 000	2277291	113,9
	Litres additionnelles de lait commercialisé localement	litres	1 000 000	1252510	125,3
	Évolution du rendement (la production) du maïs (filiale secondaire) dans la zone du projet	%	10%	85,4	85,4
	Taux d'augmentation de la production agricole sur les Bassins-Versants et dans les marais chez les bénéficiaires du projet	%	30%	72	72,0
<b>Outcome n.1</b> <b>Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues</b>	Proportion de marais aménagés/réhabilités ayant des dispositifs antiérosifs par rapport au nombre de marais total aménagés/réhabilités	%	100%	100	100,0
	Proportion de bassins versants aménagés (ha) par rapport à la superficie totale des bassins versants autour marais aménagés/réhabilités (ha)	%	100%	63	63,0
	Proportion de ménages déclarant l'adoption du SRI/SRA	%	50	70	70,0
	Tonnes de semences de riz produites	tonnes	320	168	52,5
	tonnes de semences de riz certifiées	tonnes	256	151	59,0
Output 1.1 Des AUM sont créées et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)	Nombre de coopératives rizicoles créées	nombre	7	7	100,0
	Associations d'Utilisateurs de Marais mis en place	nombre	34	29	85,3
	Membres des comités AUM formés sur la gestion et l'entretien	nombre	238	210	88,2
	Exploitants bénéficiant des interventions en infrastructures hydro agricoles.	nombre	45000	53207	118,2
Output 1.2 Le capital productif des marais est accru et l'efficience de	Superficie des marais aménagés et réhabilités	ha	3292	2163	65,7
	Agriculteurs (trices) formés dans les CEP	nombre	2000	6810	340,5

Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Unité	Cible du projet	Réalisations	%
l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUM					
Output 1.3 La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés	Hectares de Bassins-Versants aménagés et réhabilités	nombre	35 000	18 270	52,2
	Bovins distribuées (1 <sup>ère</sup> mise à disposition) aux ménages	nombre	5 000	4 358	87,2
	Bovins redistribués aux ménages suite au fonctionnement de la chaine de solidarité communautaire	nombre	6 000	2 538	42,3
	Nombre moyen d'animaux bovin par ménage	nombre	2	1	50,0
	<b>Persons trained in production practices and/or technologies inclus CEPE/ technique d'élevage</b>	nombre	3 000	2 730	91,0
		nombre	2 000	779	39,0
Output 1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable	Nombre d'exploitants (riziculteurs) formés sur la production de riz	%	20 000	14 100	70,5
Output 1.5 Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)	Spécialistes formés par DPAE en Système de SE fonctionnel dans les DPAE	nombre	12	14	116,7
	<b>Persons trained in community management topics</b>	nombre	1596	1 586	99,4
	<b>Femmes formées</b>	nombre	684	684	100,0
Output 1.6 Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers	Bureaux fonciers formés, équipés et opérationnels	nombre	7	6	85,7
	Certificats délivrés par les bureaux fonciers	nombre	20 000	17 964	89,8
	Réduction du nombre de cas des conflits liés à la terre	%	30%	6	6,0
	Ménages en possession des certificats foncier accèdent au crédit	%	50%	0,40	0,4
<b>Outcome n.2</b> <b>L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>	Au moins une organisation laitière a signé un contrat de fourniture avec des clients	nombre	7		0,0
	Au moins une organisation rizicole a signé un contrat de fourniture avec des clients	nombre	7	7	100,0
	(Nombre) pourcentage d'entreprises rurales (OP) soutenues déclarant une augmentation de leurs profits	nombre	21	7	33,3
	Filière additionnelle appuyée par le projet à travers les coopératives (1 Maize sub-sector in addition to Rice and milk)	nombre	1	1	100,0
	Taux d'accroissement de la capacité de stockage et de conservation sur le totale des volumes des récoltes	%	30%	13	13
Output 2.1 Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs	Collecteurs de formés et équipés	nombre	75	74	98,7
	Coopératives rizicole structurées et formées	nombre	7	7	100,0
	Coopératives de maïs structurées et formées	nombre	7	7	100,0
	Coopératives de lait structurées et formées	nombre	7	6	85,7
	Membres des coopératives ayant accès au crédit	%	80%	100	100,0

Résultats attendus	Indicateurs objectivement vérifiables	Unité	Cible du projet	Réalisations	%
au marché et améliorant la compétitivité des produits	Coopératives gérées par les membres qui élus et utilisant correctement les outils de gestion	%	100%	100	100,0
	<b>Roads constructed, rehabilitated or upgraded</b>	km	125	51	40,8
	<b>Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated</b>				
	Nombre de Hangars de stockage du riz	nombre	25	10	40,0
	Nombre de Hangars de stockage du maïs	nombre	16		0,0
	CCL	nombre	7	4	57,1
	Décortiqueuse	nombre	10	5	50,0
Output 2.2 Les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF	Nombre de membre des organisations de producteurs bénéficiaires des crédits de campagne sur le total des exploitants	nombre	68 000	14 142	20,8



### Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
<b>Exécution</b>		
<b>Composante 1: Renforcement et protection du capital productif</b>		
Identifier de nouveaux sites de marais dans la zone du projet pour atteindre l'objectif de 3292 ha avec les fonds disponibles	UFCP	31 décembre 2017
Elaborer des fiches de suivi des marais aménagés pour définir les actions à entreprendre sur chaque site.	UFCP	31 janvier 2018
Faire le suivi régulier des contrats des prestataires et des entreprises tout en veillant au respect des délais contractuels	UFCP	Continue
Sensibiliser les comités de BV et les autorités communales sur l'utilité des fossés antiérosifs (FAE) et l'organisation de campagnes d'entretien des FAE sur les parcelles privées et sur les terrains communaux de parcours.	UFCP	Continue
Prendre les mesures nécessaires pour que le bureau d'études d'aménagement des BV des provinces Kayanza et Muramvya transmette des rapports de qualité dans les meilleurs délais.	UFCP	Immédiatement
Poursuivre les travaux de reboisement sur les crêtes des collines surplombant les marais en priorité et appuyer la diversification des produits des pépinières encore en activité par la production de plants fruitiers greffés.	UFCP	Continue
Appuyer les Services fonciers communaux à promouvoir l'utilisation des Certificats fonciers pour accéder aux crédits	UFCP	Continue
Elaborer une stratégie d'autonomisation des groupements de producteurs de semences de base et certifiées	UFCP	15 janvier 2018
Poursuivre les essais relatifs aux semences adaptées aux climats d'altitude avec l'implication de l'ISABU.	UFCP PAIVA-B/PRODEFI	Dès maintenant
Améliorer la chaîne de solidarité communautaire bovine par l'alimentation par intensification des cultures fourragère si et valorisation des résidus agricoles, la lutte prophylactique et, la commercialisation du lait par diversification des clients, des marchés et des produits.	UFCP	Continue
Introduire la petite mécanisation pour augmenter le taux d'adoption du SRI strict	UFCP	31 mai 2018
Utiliser au niveau des champs écoles paysans élevage le calendrier fourrager tenant compte des cultures vivrières par zone agro-écologique pour bien valoriser les résidus de récolte et économiser le fourrage, et créer les 65 Exploitations Modèles Economiquement Rentables (EMER) prévues dans le top-up.	UFCP	Dès maintenant
<b>Composante 2: Valorisation de la production agricole</b>		
Continuer à concentrer les efforts sur l'augmentation des rendements et sur la transformation de produits et sous-produits de qualité, compétitifs sur le marché national et sous régional.	UFCP	Continue
Appuyer les coopératives dans la négociation des conditions d'octroi de crédit afin d'éviter de manière définitive que les bonnes coopératives soient pénalisées par la défaillance des autres.	UFCP	28 février 2018
Continuer à appuyer les coopératives pour l'obtention de crédits commerciaux plus élevés en vue d'acheter des quantités plus importantes de produits à stocker et réaliser ainsi des bénéfices plus consistants.	UFCP	Continue
Aider les coopératives à privilégier la vente de produits transformés pour rentabiliser les équipements de valorisation et un processus transparent basé sur des avis d'appel d'offres ouverts favorisant la concurrence	UFCP	Dès maintenant
Mener une réflexion sur la problématique de construire les infrastructures (avec équipements) sur des terrains des	UFCP/projets FIDA	30 avril 2018

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
coopératives afin de proposer des solutions satisfaisantes et durables pour toutes les parties -coopératives et pouvoirs publics.		
Construire les cribs prévus, former progressivement les producteurs sur leur utilité pour le séchage des épis de maïs suivant les normes et construire des aires de séchage.	UFCP	Continue
Aider les Coopératives à confier la maintenance et la réparation des équipements à des techniciens formés dont les coûts seraient supportés par 2 ou 3 coopératives.	UFCP	Continue
Négocier avec la FENACOBUR afin de considérer le taux de remboursement par coopérative et non par groupe de coopératives, par GCS et non par commune et maintenir les fonds de garantie jusqu'à fin 2018 en attendant le transfert de ce volet et de son actif au PAIFAR-B	UFCP	31 janvier 2018
Mener une étude de classification de tous les GCS financés en fonction de leur taux de remboursement et leur produit pour identifier les produits rentables et ceux à risque.	UFCP	15 mars 2018
Ajouter des modules de formations ciblées, afin de s'assurer au maximum de couvrir les besoins de mise à niveau et de capacitation des acteurs d'encadrement permanents, des producteurs et des structures communautaires.	UFCP	Dès maintenant
Harmoniser les plans d'architecture pour les infrastructures : hangars riz restants, mini rizerie, hangars de maïs,	UFCP	Dès maintenant
Uniformiser la formule de l'entretien manuel pour les travaux d'entretien des canaux pour toutes les AUM, et procéder à une cartographie des 29 AUM appuyées par le PAIVA-B sur la base du diagnostic institutionnel de chacune d'elle dont les résultats seront inclus dans le plan d'appui à la pérennisation des acquis du Projet, en vue de renforcer leur maturité.	UFCP	31 décembre 2017
Mettre en place une interprofession regroupant tous les acteurs de la chaîne de valeur d'une filière, et un cadre de concertation des acteurs du développement incluant les responsables au niveau communal et provincial.	UFCP	15 avril 2018
Programmer des sessions spéciales de renforcement de capacités des coopératives en révisant les modules sur la gouvernance, et en élaborant des outils simplifiés de contrôle des comptes pour les comités de surveillance	UFCP	Continue
<b>Composante 3: Facilitation de la mise en œuvre et Coordination du Projet</b>		
Suivi évaluation		
Finaliser l'intégration du SIG au SEAD et de compléter le paramétrage du logiciel en tenant compte des nouveaux indicateurs RIMS.	UFCP	31 décembre 2017
Aspects fiduciaires	UFCP	Continue
Préparer un PTBA adapté aux capacités d'exécution du projet	UFCP	31 décembre 2017
Faire le suivi systématique des contributions des bénéficiaires	UFCP	Continue
Procéder au transfert des actifs aux bénéficiaires	UFCP	31 décembre 2017
Autres: Environnement et changement climatique		
Evaluer la faisabilité et la pertinence de la promotion du biogaz au niveau des exploitations de bénéficiaires de bovins	UFCP	30 avril 2018
Accélérer les distributions des plants fruitiers et semences de maïs hybride	RPA	31/01/2018

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Code SYGRI	Activity / Sub-activity/ Item	Unit	Prévision PTBA 2017	réalisations PTBA 2017	% PTBA	Objectif projet	Réalisations cumulées	% objectif projet
	<b>Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention</b>							
	<b>Composante 1 : Renforcement du capital productif »</b>							
	R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues							
	<b>R1.1: Des AUM sont créés et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)</b>							
	Comités de suivi mis en place	nombre	1	1,0	100,0	34	30	88,2
	Comité de suivi comptant les femmes	nombre	1	1,0	100,0	34	30	88,2
	Personne formées sur l'approche projet	nombre	35	35,0	100,0	1 190,0	1 050	88,2
	Femmes formés	nombre	14	10,0	71,4	476,0	420	88,2
	membres de comités de suivi formés	nombre	140	144,0	102,9	1 190	1 190	100,0
	Femmes formés	nombre	56	44,0	78,6	476	476	100,0
	relais formés sur le planage	nombre	450			1 700,0	1 050	61,8
	femmes relais formées sur le planage	nombre	180			680,0	500	73,5
1.2.2	riziculteurs encadrés et pratiquant le planage et la mise en place des diguettes	nombre	9 000			34 000,0	21 000	61,8
	encadreurs formés sur les SRI	nombre	500			500,0		-
	femmes encadreur formés sur les SRI	nombre	200			200,0		-
	personnes recyclés sur le SRI	nombre				1 200,0	1 200	100,0
	femmes recyclées	nombre				480,0	480	100,0
	<b>R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs</b>							
	1.2.1.5: Planification stratégique et annuelle des marais (1 atelier de 3 jours pour 30 px par marais +30 px par marais pour 3 jours par saison+ 30 pers pendant 2 jours)	atelier/marais	10	10,0	100,0	34,0	34	100,0
	Participants aux ateliers	nombre	300	168,0	56,0	1 020	776	76,1
	femmes participants aux ateliers	nombre	120	132,0	110,0	408	398	97,5
1.1.5	Marais aménagés /réhabilités					3 292,0	2 163	65,7
1.1.2	AUM mis en place et opérationnelle	nombre	4			34,0	29	85,3
1.1.4	AUM comptant les femmes	nombre	4			34,0	29	85,3
1.1.3	Nombre de membres AUM	nombre	28			238,0	203,0	85,3
1.1.9	membres AUM formés	nombre	28			238,0	203	85,3
	femmes membre AUM formées	nombre	11			95,2	81	85,3
2.1.2, 2.1.3	Nombre d'usagers marais	nombre	4 000			68 000,0	53 207	78,2
2.1.2	Nombre de femmes usagers marais	nombre	1 600			27 200,0	14 224	52,3
	<b>R1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés</b>							
	personnes formées sur la pré-réception des bovins	nombre	797	797,0	100,0	5 360,0	5 155	96,2
	femmes formées	nombre	239	68,0	28,4	1 608,0	722	44,9
1.2.6, 1.2.2	Bovins distribué (achat+ distribution directe	nombre	797		-	5 360,0	4 358	81,3
1.2.6;1.2.7	Distribution bovins à travers la chaîne	nombre	500	292,0	58,4	6 000,0	2 539	42,3
1.2.8	Champs Ecole Paysans Elevage mis en place	nombre	65	65,0	100,0	167,0	91	54,5
1.2.9	membres CEP formés	nombre	1 950	1 950	100,0	5 010,0	2 730	54,5
1.2.9	femmes formées	nombre	585	273	46,7	1 503,0	382	25,4
	Visites d'échanges (2 bénéficiaires par CEP pour 2 jours)	nombre de bénéf	268	76,0	28,4	334,0	182	54,5
	femmes participants aux visites	nombre	134	38,0	28,4	167,0	91	54,5
	Formation des producteurs au compostage à l'air libre et aux techniques d'intégration agro-sylvo-Pastorale	nombre personne formées	529		-	3 999	3 021	75,5
	femmes formées	nombre	265			2 000	1 511	75,5
1.2.5	bénéficiaires de rejet de bananiers	nombre	3 333			3 350,0	5 200	155,2
1.2.6	femmes bénéficiaires de rejets de bananiers	nombre	1 000			1 005,0	728	72,4

République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 23 octobre au 03 novembre 2017  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Code SYGRI	Activity / Sub-activity/ Item	Unit	Prévision PTBA 2017	réalisations PTBA 2017	% PTBA	Objectif projet	Réalisations cumulées	% objectif projet
1.1.14	Superficie de BV Aménagés	ha	4 520	500,0	11,1	35 000,0	18 270	52,2
1.1.14	superficie de boisements communautaires installés	ha	600	612,0	102,0	3 353,0	1 743	52,0
	Plants produits	nombre	2 080 000	1 909 554,0	91,8	37 301 000,0	24 129 767	64,7
	Groupeement apicole appuyé	nombre	37	37,0	100,0	74,0	37	50,0
	Membres des groupements apicoles appuyés	nombre	555	691,0	124,5	1 110,0	691	62,3
	Femmes membres des groupements apicoles appuyés	nombre	278	237,0	85,4	555,0	237	42,7
<b>R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable</b>								
1.2.8	Champs Ecole Paysans vivriers mis en place	nombre de CEP	28	60,0	214,3	281,0	227	80,8
1.2.2	Personnes formées dans les CEP	nombre	840	1 800,0	214,3	8 430,0	6 810	80,8
1.2.2	femmes formées dans les CEP	nombre	504	1 080,0	214,3	5 058,0	4 086	80,8
	CEP subventionné	nombre				281,0	132	47,0
	Montant subvention	Fbu				224 800 000,0	105 600 000	47,0
1.2.9	Membres des Groupements de multiplicateurs de semences formés	nombre pers formées	60	20,0	33,3	680,0	600	88,2
1.2.10	femmes formées pour la multiplication de semence	nombre	30	10,0	33,3	340,0	300	88,2
	Quantité de semences produite	tonne	88	65,8	74,8	360,0	168	46,7
	Quantité de semences certifiées	tonne	70	57	80,7	288,0	151	52,6
<b>R.1.5. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)</b>								
	Encadreurs formés sur tous les thèmes	nombre				350,0	350	100,0
	femmes formées	nombre				175,0	175	100,0
1.6.2	Membres CDC formés sur la planification supervision et suivi	nombre	455	315,0	69,2	1 330,0	1 190	89,5
1.6.2	femmes CDC formées	nombre	137	71,0	52,0	399,0	334	83,6
1.2.2	Membres CDC recyclé sur ciblage, suivi supervision conseil	nombre	336	140,0	41,7	2 280,0	2 280	100,0
1.6.2	femmes CDC recyclées	nombre	101	42,0	41,7	684,0	684	100,0
	Agents des services techniques et administration communal formés sur conduite du ciblage, supervision, évaluation	nombre	75	50	66,7	350,0	275	78,6
	femmes formées	nombre	38	8	21,3	175,0	121	68,9
1.2.1	ACSA et Moniteurs formés sur le suivi -conseil	nombre	65	52,0	80,0	190,0	177	93,2
	femmes formées	nombre	7	3,0	46,2	19,0	16	81,6
1.2.5	Personnes alphabétisé	nombre	6 080	3 157,0	51,9	15 200,0	15200	100
1.2.5	femmes alphabétisées	nombre	4 256	2 051,0	48,2	10 640,0	10 640	100
	Groupes de caution solidaire constitués	nombre	128	251,000	196,1	190,0	435	228,9
1.3.1	Nombre GCS financé	nombre	128	-		190,0	266	140,0
	Montant de financement	Fbu				642 000 000	519 375 600	
<b>R.1.6. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers</b>								
	Bureaux Fonciers communaux subventionnés	nombre	6	6,0	100,0	7,0	6	85,7
	Certificats livrés		6 000	3 422,0	57,0	20 000,0	17 964	89,8
<b>Composante 2 : Valorisation agricole et accès aux marchés »</b>								
<b>R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée</b>								
<b>R.2.1. Des Coopératives mises en place sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits</b>								
	Personnes formées sur l'élaboration du business plan	nombre	175	175	100,0	350,0	350	100,0
	femmes formés	nombre	88	63,0	72,0	175,0	114	65,3
	Coopérative disposant de plan opérationnel riz, maïs)	nombre	7	7,0	100,0	14,0	14	100,0
1.4.4	coopératives opérationnelles avec comptabilité et PDO	nombre				14,0	14	100,0
1.4.6	Coopérative comptant les femmes dans les instances de décision	nombre				14,0	14	100,0
1.4.5	Membres des coopératives	nombre				-	22 398	
1.4.5	femmes membre coopérative	nombre				-	9 275	
	Personnes formées sur le leadership et bonne gouvernance	nombre	175	175	100,0	350,0	350	100,0



République du Burundi  
Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)  
Rapport de supervision - Dates de la mission: 23 octobre au 03 novembre 2017  
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Code SYGRI	Activity / Sub-activity/ Item	Unit	Prévision PTBA 2017	réalisations PTBA 2017	% PTBA	Objectif projet	Réalisations cumulées	% objectif projet
	femmes formées	nombre	88	70,0	80,0	175,0	140	80,0
1.1.1	Personnes formées la gestion administrative et financière	nombre	175	175	100,0	350,0	350	100,0
	femmes formés	nombre	88	70,0	80,0	175,0	140	80,0
	Personnes formées les techniques de stockage, de gestion des hangars et de warrantage	nombre	175	175,0	100,0	350,0	350	100,0
	femmes formés	nombre	88	70,0	80,0	175,0	140	80,0
	Personnes formées/ recyclées en planification, élaboration de plan d'actions	nombre	63	63,0	100,0	126,0	126	100,0
	femmes formés	nombre	32	25	80,0	63,0	50	80,0
	Personnes formées/ recyclées en gestion de stock	nombre	63	63	100,0	126,0	126	100,0
	femmes formés	nombre	32	25	80,0	63,0	50	80,0
	Personnes formées/ recyclée rentabilité, suivi et évaluation	nombre	35	35	100,0	70,0	70	100,0
	femmes formés	nombre	18	14	80,0	35,0	28	80,0
	Qtité collectée et stocké /an	kg	750	395	52,6		1 030	
	participants aux fora provinciaux	nombre	300			1 400,0	1 100	78,6
	femmes participants	nombre	120			560,0	440	78,6
	participant s au Forum National	nombre	50			400,0	350	87,5
	femmes participants	nombre	20			160,0	140	87,5
	participant aux Voyage d'échange interprovinciaux	nombre	20			160,0	140	87,5
	femmes participants	nombre	8			64,0	56	87,5
	participant Voyage d'échanges sous-régionaux	nombre				224,0	140	62,5
	femmes participants	nombre				89,6	56	62,5
	participant aux Ateliers d'échange d'expérience sur la production et la commercialisation du riz entre les coopératives	nombre	29			200,0	125	62,5
	femmes participants	nombre	15			100,0	63	62,5
	participant à la foire Agricole	nombre	7			56,0	35	62,5
	femmes participants	nombre	4			28,0	18	62,5
1.4.7	Équipement décorticage pour les coopératives	nombre				5,0	5	100,0
	participant aux altiars en gestion des magasins, des unités de transformation et la maintenance	nombre	9			45,0	36	80,0
	femmes participants	nombre	2			9,0	4	40,0
1.4.1	coopérative utilisant correctement les outils de gestion	nombre				14,0	7	50,0
1.4.2	Longueurs de pistes réhabilitées	km	70			125,0	51	40,8
1.1.3	jeunes Brigades de pistes formés	nombre	60	139,0		120,0	139	115,8
1.1.3	jeunes femmes formées (brigade piste)	nombre	30	32,0		60,0	32	53,3
	<b>R.2.2. Les produits des filières lait, riz et maïs sont valorisés et les besoins de financement des coopératives/groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties</b>							
	produits de financiers développés (warrantage, GCS, intrant, équipement, commercial	nombre	4	3,0	75,0	5,0	4	80,0
	Montant global crédit intrant + commercial	FBU				1 377 148 030,0	1 687 319 717	122,5
1.3.8	bénéficiaires de crédit	nombre				68 000,0	14 142	20,8
	Femmes bénéficiaires de crédits	nombre				27 200,0	4 525	16,6
	Crédit GCS	nombre				642 000 000,00	519 375 600	80,9
	GCS bénéficiaire de crédit	nombre					266	
1.4.7	CCL construits	nombre	5	4,0	80,0	5,0	4	80,0
1.4.6, 1.4.4	Nombre GPC laitière mis en place	nombre	7	6,0	85,7	7,0	6	85,7
	Membre de GPC laitière	nombre				5 000,0	3 019	60,4
1.4.5	femmes	nombre				1 500,0	456	30,4
1.4.1	Jeunes formés pour la collecte de lait	nombre	40	91,0	227,5	40,0	91	227,5
	femmes formées	nombre	20	16,0	80,0	20,0	16	80,0
1.4.8	Mise en place des outils de séchage - stockage du paddy	nombre	8	1,0	12,5	25,0	10	40,0



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds (au 30.09.20170 (en milliers USD) (Source: Projet)**

Source de Financement	Approuvé (US\$ '000)	Alloué (US\$ '000)	Déboursé (USD '000)	Pourcentage Déboursement
Don initial FIDA	13 576	13 576	13 270	98%
Don Additionnel FIDA	20 000	20 000	5 555	28%
Fonds de replication (*)	8 522	5 781	5 781	100%
Don du PAM	4 657	4 657	1 548	33%
Gouvernement	6 240	6 240	1 070	17%
Bénéficiaires	2 914	2 914	1 638	56%
Don Canadien		137	123	90%
<b>Total</b>	<b>55 908</b>	<b>53 305</b>	<b>28 985</b>	<b>54%</b>

(\*) Seule l'UE a contribué au titre du fonds de réplication

**Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) (Source: Projet)**

		DON FIDA (initial)			DON FIDA (additionnel)			Don Union Européenne			Don du PAM			Gouvernement			Bénéficiaires			Don Canadien			Total		
Code	Composantes	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%	Alloué	Effectif	%
1	Renforcement du Capital productif	8 016	8 030	100%	10 744	3 573	33%	4 925	4 925	100%	4 226	1 548	37%	3624	369	10%	2 232	1 631	73%	0	0		33 766	20 076	59%
2	Valorisation Agricole et accès aux marchés	2 730	971	36%	6 707	1 012	15%	746	746	0%	304	0	0%	1798	54	3%	681	7	1%				12 966	2 790	22%
3	Unité de Facilitation et de Coordination du Projet	2 831	4 270	151%	2 549	970	38%	109	109	0%	128	0	0%	818	648	79%	0	0				6 435	5 997	93%	
4	Appui Légal																		137	123	90%	137	123	90%	
	Total	13 576	13 271	98%	20 000	5 555	28%	5 781	5 781	100%	4 657	1 548	33%	6240	1071	17%	2 913	1 638	56%	137	123	90%	53 304	28 987	54%

**Tableau 5C1: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30.09.2017)** (Source: FlexCube FIDA)

Catégorie	Description de la Catégorie	Allocation Initiale	Allocation révisée	Décaissements	%	Solde
1	Travaux de Génie Civil et Rural	1 990 000,00	1 700 000,00	1 777 327,86	104,55%	-77 327,86
2a	Matériel et équipement	160 000,00	370 000,00	226 090,82	61,11%	143 909,18
2b	Cheptel	1 500 000,00	1 600 000,00	1 460 056,39	91,25%	139 943,61
3	Véhicules	270 000,00	190 000,00	190 000,00	100,00%	0,00
4	Etudes et Assistance Technique	520 000,00	600 000,00	632 277,02	105,38%	-32 277,02
5	Formation et Information	570 000,00	490 000,00	526 441,29	107,44%	-36 441,29
6	Fonds d'Appui	980 000,00	470 000,00	281 011,41	59,79%	188 988,59
8	Prestation de Service	1 480 000,00	1 910 000,00	1 702 793,28	89,15%	207 206,72
9a	Salaires et Indemnités	880 000,00	1 410 000,00	1 389 083,57	98,52%	20 916,43
9b	Entretien et Fonctionnement	190 000,00	560 000,00	475 877,89	84,98%	84 122,11
	Non alloué	760 000,00			0,00%	
	Dépôt initial sur Compte Désigné			636 597,99		-636 597,99
<b>TOTAL</b>		<b>9 300 000,00</b>	<b>9 300 000,00</b>	<b>9 297 557,52</b>	<b>99,97%</b>	<b>21 631 038,61</b>

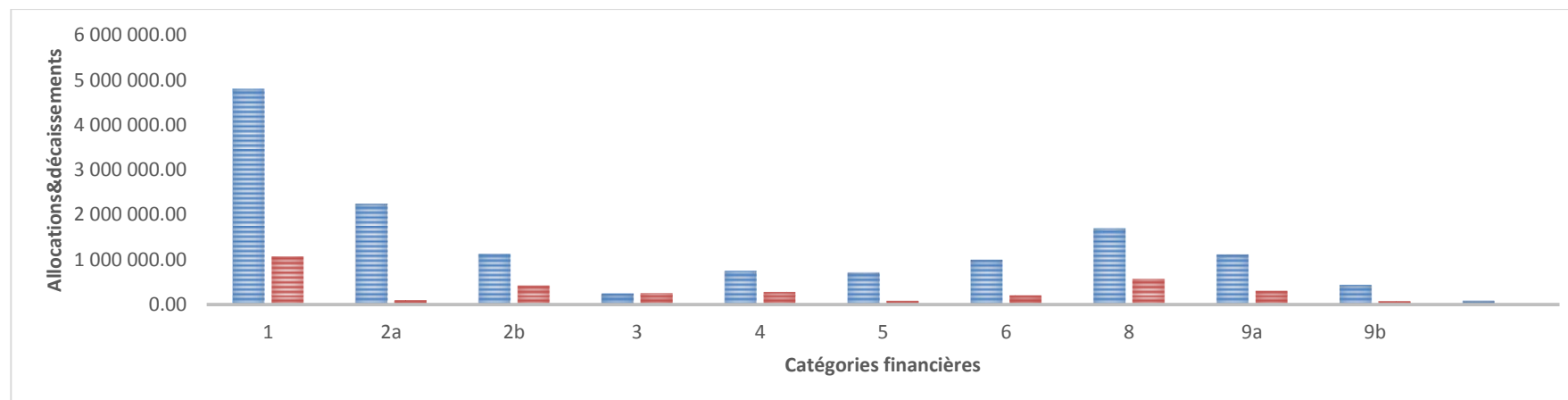
**Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



**Tableau 5C2: Décaissements du Don additionnel FIDA N°2000001257 (en DTS, au 30 septembre 2017)** (Source: FlexCube FIDA)

Catégorie	Description de la Catégorie	Allocation Initiale	Décaissements	%	DRF en cours	Solde	%
1	Travaux de Génie Civil et Rural	4 800 000,00	1 066 810,00	22,23%	196 802,74	3 536 387,26	26,33%
2a	Matériel et équipement	2 250 000,00	97 379,30	4,33%	50 425,76	2 102 194,94	6,57%
2b	Cheptel	1 130 000,00	425 641,30	37,67%	16 070,84	688 287,86	39,09%
3	Véhicules	250 000,00	251 140,87	100,46%	0,00	-1 140,87	100,46%
4	Etudes et Assistance Technique	750 000,00	276 937,21	36,92%	79 227,44	393 835,35	47,49%
5	Formation et Information	720 000,00	83 776,49	11,64%	56 765,72	579 457,79	19,52%
6	Fonds d'Appui	1 000 000,00	200 168,92	20,02%	108 293,62	691 537,46	30,85%
8	Prestation de Service	1 700 000,00	569 826,44	33,52%	134 570,22	995 603,34	41,44%
9a	Salaires et Indemnités	1 120 000,00	303 153,84	27,07%	87 478,98	729 367,18	34,88%
9b	Entretien et Fonctionnement	440 000,00	78 209,38	17,77%	41 385,77	320 404,85	27,18%
	Non alloué	90 000,00				90 000,00	
	Dépôt initial sur Compte Désigné		708 732,29			-708 732,29	
<b>TOTAL</b>		<b>14 250 000,00</b>	<b>4 061 776,04</b>	<b>28,50%</b>	<b>771 021,09</b>	<b>9 417 202,87</b>	<b>33,91%</b>

**Figure 2: Décaissement du Don additionnel FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs (en milliers de DTS)**





## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 4.02</b>	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte spécial de projet (en dollars US) auprès de la Banque de la République du Burundi; le FIDA dépose un montant initial équivalent à 2 000 000 USD; financement initial et financement additionnel confondus	Septembre 2009 et complément en 2016 pour le financement additionnel	Fait: 1 <sup>er</sup> versement reçu le 17 décembre 2009 pour le financement initial. Versement reçu le 13 mai 2016 pour le financement additionnel	Condition remplie
<b>Section 4.02</b>	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	N/A	N/A	N/A
<b>Section 4.03</b>	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'Annexe 3	Pendant l'exécution	Les procédures de passation de marchés sont suivies. Le PPM 2017 est approuvé	Condition remplie
<b>Section 4.04</b>	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	Pendant l'exécution	Les véhicules du PAIVA-B sont assurés, en contrat multirisque	Condition remplie
<b>Section 4.05, section 11.10 (b)</b>	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	Chaque année	Le rapport d'audit 2016 a été remis au FIDA le 29 juin 2017	Condition remplie
<b>Section 4.06</b>	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés périodiquement au FIDA	Semestriellement et annuellement	Rapport du 1 <sup>er</sup> semestre transmis au FIDA dans les délais	Condition remplie
<b>Annexe 4, paragraphe 7</b>	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires	Chaque année	Le PTBA 2017 a été approuvé par le FIDA	Condition remplie
<b>Annexe 4, paragraphe 8</b>	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	Année 3 du programme	RMP a été réalisé dans les délais impartis (4 au 22 novembre 2013)	Condition remplie
<b>Annexe 4, paragraphe</b>	Le projet doit être exempté de tout droit d'important, accise et TVA sur les dépenses d'investissement	Pendant l'exécution	Le Projet est exonéré de tout droit d'importation, droit d'accise et depuis 2017, exempté de TVA	Condition remplie





## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Apprentissage

---

Grâce aux champs écoles vivriers et élevage, les producteurs et leurs organisations ont adopté des bonnes pratiques pour augmenter la production agricole et laitière:

- Le taux d'adoption du système de riziculture amélioré ou intensif (SRA/SRI) par les producteurs est satisfaisant (70%). Cette adoption a été facilitée par les travaux de planage quasi-systématique effectués dans certains marais par les usagers de marais dans leurs parcelles. Les bonnes pratiques apprises par les producteurs de riz portent principalement sur: le respect du calendrier cultural et les rotations culturales, l'utilisation de semences améliorées, le semis de graines pré-germées dans les pépinières, le repiquage de jeunes plants de 15 jours (1 à 2 feuilles) en lignes à des écartements adaptés, une bonne gestion de la lame d'eau dans les casiers rizicoles notamment par des mises à sec de la parcelle qui entraînent un meilleur tallage, l'augmentation du nombre de sarclages pour lutter contre les adventices, la combinaison de la fertilisation organique et minérale, etc. La technique du SRA/SRI permet aux producteurs de réaliser une économie de semences (maximum de 15-20 kg/ha au lieu de 60 à 80 kg/ha pour le semis à la volée) et d'avoir de meilleurs rendements (passant de 1 à 4 tonnes /ha).
- Grâce aux appuis aux groupements de producteurs de semences améliorées, principalement de riz, les usagers des marais s'approvisionnent régulièrement en semences améliorées auprès de ces groupements et abandonnent l'utilisation de semences tout venant achetées sur les marchés locaux ou provenant de leur propre production, conduisant à une dégénérescence progressive des semences et à de faibles rendements.
- Les éleveurs ont appris et adopté les bonnes pratiques ci-après: l'alimentation équilibrée des animaux domestiques par l'utilisation de concentrés et de légumineuses fourragères pour avoir une bonne production laitière, la fabrication locale des blocs à lécher, la détection des premiers symptômes de maladie notamment par la détection de la température, l'hygiène des étables et du lait, la détection des chaleurs, etc.

### Innovations:

---

Le PAIVA-B a été le premier projet au Burundi à introduire les innovations suivantes:

- Le système de riziculture amélioré ou intensif (SRI/SRA) a été introduit en 2009 par le PAIVA-B à partir des projets financés par le FIDA au Rwanda voisin. Le projet a aussi financé des formations de renforcement des capacités de ses cadres, des cadres des autres projets et des DPAE sur cette technique par des experts Malgaches. Cette technique a été adoptée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage qui a supervisé le travail d'élaboration, en français et en langue nationale (Kirundi), d'une fiche technique harmonisée sur le SRA/SRI. Cette fiche technique est utilisée par tous les intervenants.
- Les jardins potagers ont été introduits au Burundi en 2009 par le PAIVA-B à partir des projets financés par le FIDA au Rwanda. La technique des "Jardins potagers" a été adoptée par le Gouvernement dans le cadre du Mouvement "SUN REACH" de lutte contre la malnutrition dont il est membre. Le Gouvernement demande à chaque ménage d'aménager un jardin potager.
- Le dispositif simple de lavage des mains : dénommé "tip top" a été introduit au Burundi en 2009 par le PAIVA-B à partir du Rwanda, dans le cadre de la promotion de l'hygiène en général et de la lutte contre les maladies des mains sales en particulier. Ce dispositif a été adopté par le Gouvernement qui le vulgarise à grande échelle dans les ménages dans le cadre du Mouvement "SUN REACH".
- La structuration des associations d'usagers des marais (AUM) en lien avec les coopératives est très utile car elle permet une bonne collaboration entre ces organisations de producteurs. Les riziculteurs adhèrent davantage aux coopératives pour bénéficier des crédits intrants auprès de la FENACOBU grâce à la facilitation des coopératives et stockent une partie de leur production dans les hangars des coopératives. Les coopératives achètent la production des usagers de marais grâce aux crédits commerciaux qu'elles obtiennent auprès de la même IMF et rendent d'autres services aux producteurs, membres et non membres.  
Les autres techniques vulgarisées par le PAIVA-B sont plutôt des adoptions ou des adaptations à partir d'autres projets.